

# **Le Kenya à l'aube d'une nouvelle ère : quels défis et quelles perspectives pour le président RUTO ?**

Entretien entre

Dr Christian POUT, Ministre Plénipotentiaire,  
Président du Think Tank CEIDES,  
Directeur du Séminaire de Géopolitique Africaine à l'Institut Catholique de Paris  
&  
Sainclair Mezing, Journaliste, Cameroon Tribune

Publié dans le *Cameroon Tribune* du 13/09/2022, p. 31

**1- William Ruto sera investi ce mardi 13 septembre 2022 comme 5<sup>e</sup> président depuis l'indépendance du Kenya en 1963. Quel commentaire vous inspire son élection alors que son adversaire et opposant historique, Raila Odinga bénéficiait pourtant du soutien du Président sortant, Uhuru Kenyatta ?**

La récente élection qui vient de porter M. William Ruto au pouvoir marque une évolution assez inattendue dans l'histoire politique et institutionnelle kenyane. Le candidat malheureux, Raila Odinga, figure emblématique de l'opposition au Kenya bénéficiait en effet du soutien de l'ancien Président Uruhu Kenyatta. Les deux protagonistes avaient su mettre fin à de vieilles querelles datant de l'indépendance, il y'a presque 60 ans, à l'époque où leurs pères respectifs officiaient à la tête du pays comme Président et Vice-président. La réconciliation en mars 2018 de Raila Odinga et Uruhu Kenyatta, baptisée « handshake » (la poignée de main), à la surprise générale, créa de profondes fissures au sein de l'alliance précédemment scellée entre Uruhu Kenyatta et son Vice-président William Ruto. La victoire de ce dernier prouve que rien n'est acquis et statique en politique. Son dynamisme et son programme politique ont su convaincre la nouvelle classe politique et une population obsédée par un désir de changement. Je note que contrairement aux échéances électorales passées, les dynamiques politico-ethniques n'ont pas eu la même influence décisive dans une configuration où étaient donnés favoris, les partisans du Président Uruhu Kenyatta au centre du Kenya, en zone kikuyu, (17 % de la population), et ceux de Raila Odinga (Luo, 11 % de la population), regroupés sur le flanc sud-ouest du pays, contre ceux du Vice-président Ruto chez les Kalenjins de la vallée du Rift (13 % de la population). Même si on peut regretter les cas de violence sporadique, les intimidations sous fond de discours de haine et tribaux, force est de constater que l'élection kenyane a été très riche d'enseignements. A titre d'illustrations, le Président Uruhu Kenyatta a respecté son engagement de ne pas modifier la constitution pour se maintenir à la tête de l'Etat. Il a fait les deux mandats autorisés. Tout au long du processus, les campagnes électorales n'ont pas donné lieu à une flambée de violence, même entre les groupes ethniques rivaux. Ces groupes semblent n'avoir pas été instrumentalisés pour alimenter la violence en cas de défaite d'un de leurs leaders. Après l'annonce des résultats, on n'a pas assisté à des contestations violentes dans la rue, chaque leader ayant invité ses partisans à la retenue et à privilégier la voie judiciaire. Les pratiques souvent décriées comme la coupure d'internet ou de l'électricité dans certaines zones durant les élections n'ont pas été signalées. Quant aux médias, ils ont pu jouer leur rôle en couvrant de bout en bout les élections sans intimidations majeures ou menaces de suspension. Aussi, l'usage des outils technologique et numérique, notamment par la commission électorale n'a pas été rejeté ou taxé de moyen pour le pouvoir en place de frauder les élections.

Nonobstant ces bons points, je dois dire que certains indicateurs montrent qu'il y'a encore des efforts à faire pour parfaire la démocratie au Kenya et améliorer la légitimité des dirigeants. Il se trouve que les élections générales ont enregistré un taux de participation de 65 %, soit le plus bas en 15 ans. De l'avis de plusieurs experts, ce faible score est tributaire de la confiance relative accordée au système politique local, de l'absence d'une culture politique bien ancrée, de la peur des violences, de la précarité d'une bonne partie de la population, et au chômage élevé des jeunes qui ont l'impression de ne pas être aux centres des priorités des hommes politiques.

**2- L'arrivée de William Ruto au pouvoir sonne comme une rupture avec l'oligarchie qui a dirigé le Kenya des décennies durant et intervient dans un contexte de divisions, de violences et de luttes des classes. Aura-t-il vraiment les coudées franches pour définitivement tourner cette page sombre et construire un Kenya nouveau ?**

Vous faites bien de l'évoquer, le Kenya a effectivement été pendant longtemps marqué par les stigmates de la violence et de la polarisation de la société au point où sa stabilisé actuelle est encore perçue comme fragile. Je rappelle à toutes fins utiles que la crise post-électorale de 2007-2008 qui a fait plus de 1000 victimes et de milliers de personnes déplacées a été un épisode traumatisant à tel point que la Cour pénale internationale (CPI) avait qualifié les actes de violence perpétrés de crimes contre l'humanité, et engagée des poursuites contre le Président Uruhu Kenyatta et Raila Odinga, avant de les abandonnées respectivement en décembre 2014 et avril 2016. En 2017, l'annulation par la Cour suprême des élections et l'organisation de nouvelles, toujours remportées par le Président Uhuru Kenyatta, a clairement laissé voir que la société kenyane était divisée et étouffait avec beaucoup de peine son malaise. Ce n'est que grâce à son tact et aux compromis consentis que l'ancien Président Kenyatta a pu contenir la grogne sociale et politique, et amené les autres leaders politiques avec comme figures de proue Raila Odinga et William Ruto à taire leurs différends pour préserver la paix, en lui permettant de gouverner. Compte tenu de son histoire, la politique au Kenya est dominée par l'influence des grandes familles, celles que vous évoquez ici comme appartenant à l'oligarchie à l'exemple des Kenyatta et des Odinga. Ces dernières malgré leur alliance de circonstance n'ont pas pu conserver le pouvoir entre leurs mains. La victoire a plutôt été remportée par William Ruto, le « self made man » surnommé « Chief Hustler », en référence à sa position de porte étendard de la « Hustler Nation », entendez la nation de ceux qui se battent au jour le jour pour survivre, des débrouillards, à l'inverse des dynasties politiques et économiques qui bénéficient de tous les privilèges. Si ses origines modestes et sa posture de défenseur des pauvres a pu séduire les électeurs kenyans, et lui donner une stature d'homme du peuple, la vérité est que William Ruto, aujourd'hui âgé de 55 ans appartient lui-même à l'oligarchie politico-économique du pays. Il figure parmi les hommes politiques les plus fortunés. Par ailleurs, il fut pour la première fois élu au Parlement en 1997 et nommé ministre par l'ancien Président Daniel Arap Moi à 36 ans. C'est donc un ancien du sérail qui jouit d'une bonne connaissance des acteurs politiques, de la gouvernance des affaires publiques et de solides contacts au sein des milieux d'affaires. Ces atouts peuvent lui permettre d'implémenter un projet politique innovant dont l'impact pourrait profiter à tous les secteurs d'activité. Au-delà des aspects symboliques puisque William Ruto est le premier membre de l'ethnie Kalenjin à être élu Président depuis vingt ans, succédant à deux présidents de la communauté kikuyu, le programme politique proposé durant sa campagne aborde des questions cruciales pour les kenyans. Il s'agit par exemple du problème du chômage des jeunes et de la relance économique. Néanmoins, au regard des clivages qui demeurent, il est indispensable pour le camp Ruto de nouer de solides alliances avec les regroupements politiques issus du duo Kenyatta-Odinga. Un gouvernement d'union nationale pourrait être envisagé. Le sort réservé à l'ancien régime et à ses alliés est tout aussi important pour éviter de tomber dans le piège de la vengeance, et ainsi, alimenté de nouvelles tensions politiques. Le Président Ruto a l'avantage d'hériter d'un pays relativement stable qui a pu tant bien que mal contenir l'avancée des groupes terroristes comme Al-Shabaab, et limité sur son territoire les conséquences des conflits en Éthiopie, en Somalie et au Sud-Soudan. Il devra tirer profit de ce contexte pour conforter la position du Kenya comme leader en Afrique de l'Est.

### **3- William Ruto a promis de relancer l'économie en développant des secteurs comme l'industrie locale et l'agriculture pour lutter contre les importations et l'inflation galopante. Quels leviers peut-il actionner pour y parvenir ?**

Le Kenya est considéré comme le plus riche pays de l'EAC. Il bénéficie d'un potentiel économique considérable. Au premier trimestre 2022, sa croissance économique est estimée à 6,8%, certes en régression par rapport à 2021. Toutefois, je peux dire que les faibles performances qu'il connaît à ce jour sont dues à diverses contraintes. Au plan externe, le Kenya subit encore les conséquences de la Covid-19, et plus récemment, le contre-coup de la crise russo-ukrainienne. Cette dernière est à l'origine d'une inflation dont le Bureau national des statistiques du Kenya signalait en juin qu'elle avait atteint 7,9 %. Cette inflation a provoqué une envolée des prix des huiles végétales, du blé, des engrais et du carburant etc. A côté de cela, au niveau interne, le pays fait face depuis des années à plusieurs maux. Parmi lesquels la corruption souvent qualifiée d'endémique, la mauvaise utilisation des ressources publiques, l'augmentation de la dette publique avec une dette extérieure estimée à plus de 33 milliards d'euros, et le coût élevé de la vie. De plus, la mauvaise redistribution de la richesse ne permet pas de diminuer le nombre de pauvres évalué à 33,4% par la Banque mondiale. Dans le pays, trois personnes sur dix vivent encore dans l'extrême pauvreté avec moins de 1,90 dollar par jour. La majorité des personnes actives évolue dans le secteur informel. Ce sont là à mon avis des problèmes qui mériteraient d'être résolus en priorité en adoptant d'audacieuses politiques. Le Kenya parvient déjà à se démarquer dans de nombreux domaines au point où il apparaît comme un modèle auprès de plusieurs pays. Il est à l'origine de belles innovations dans les services numériques, bancaires et financiers. Mais, les secteurs phares dans lesquels le Président Ruto a affirmé vouloir s'attarder comme l'industrie locale et l'agriculture rencontrent encore des difficultés. Le secteur agricole qui représente environ 33% du PIB souffre de l'insuffisance des pluies et d'une gestion foncière inégalitaire. Il convient donc pour le nouveau régime de s'inspirer des nouvelles technologies pour pallier les problèmes de pluviométrie, de diversifier les plants cultivés et aussi, d'engager, une véritable réforme agraire. Concernant l'industrie, la volonté affichée est de développer l'industrie textile, le cuivre, le bois. Ceci pourra se faire en impliquant davantage le secteur privé, en améliorant la mobilisation des ressources internes afin de limiter les emprunts extérieurs, et en faisant preuve d'une gouvernance stratégique. Il va sans dire que le rééchelonnement de la dette kenyane auprès de ses partenaires bilatéraux et multilatéraux, ainsi que, la rationalisation des subventions pourraient permettre d'orienter les ressources disponibles dans de grands projets dont la finalisation aurait des effets d'entraînement bénéfiques. En effet, les objectifs stratégiques de la « Vision 2030 » lancée en 2008 par le Président Mwai Kibaki, et poursuivie par le Président Kenyatta, à travers sa stratégie Big Four Agenda (industrie manufacturière, logement, soins de santé universels et sécurité alimentaire) n'ont pas encore tous été atteints. Je pense qu'il serait judicieux pour le Président Ruto de capitaliser les expériences issues de cette planification stratégique et d'en tirer des leçons pour mettre en place des réformes efficaces.

Le Centre africain d'Etudes Internationales, Diplomatiques, Économiques et Stratégiques (CEIDES) est un laboratoire d'idées qui cumule plus d'une dizaine d'années d'expérience dont six d'existence officielle sous la forme d'une association indépendante, à caractère scientifique et à but non lucratif.

Le CEIDES a vocation à contribuer à la paix et à la prospérité du continent. Il s'engage ainsi à travers la stratégie, la recherche, le conseil, l'influence et la formation dans le cadre du continuum des 3D Développement/Diplomatie/Défense.

Il compte 4 Clubs actifs qui rassemblent des décideurs, chercheurs et partenaires à différentes échelles.

L'intelligence des situations et des contextes, sans enfermement systémique, par recours à la rigueur méthodologique des sciences sociales, la capacité à mettre en place des espaces ouverts, transdisciplinaires et multiacteurs de dialogue structuré et en partager le fruit par des mécanismes de lobbying et plaidoyer sont notre cœur de métier.



**ceides**  
Centre africain d'Etudes Internationales  
Diplomatiques Economiques et Stratégiques

B.P. 35147 Bastos-Yaoundé/Cameroun

Tél : (+237) 243 105 872

[www.ceides.org](http://www.ceides.org)      Email : [infos@ceides.org](mailto:infos@ceides.org)



Think tank Ceides